



“Il n’est nullement question de faire gouverner la société par les femmes mais bien de savoir si elle ne serait pas mieux gouvernée par les hommes et par les femmes.”

John STUART MILL

Une association pour  
ré-agir au féminin

## La laïcité : une force et un bouclier pour les femmes

13 octobre 2014 - Mairie du 6<sup>ème</sup> arrondissement, Lyon  
4ème quinzaine de l'égalité femmes-hommes, Région Rhône-Alpes

### LES NOUVEAUX HABITS DE LA REACTION

Laure Caille - Secrétaire Générale de Libres MariannEs

L'association *Libres Mariannes*, ainsi que d'autres ici présentes et notamment *Regards de Femmes* que je remercie de nous avoir invitées, se veut promouvoir les valeurs laïques et féministes explicitement mentionnées dans son objet social.

Cette double filiation peut paraître une évidence et le thème de ce colloque en témoigne.

Pourtant, il y a lieu de nuancer, cette parfaite concordance de destin et d'action

- tout d'abord par une brève mise au point historique, rappelant que la reconnaissance de la laïcité comme condition nécessaire, sinon suffisante, à faire avancer les droits de femmes, a été le résultat d'une prise de conscience progressive.
- Puis, tenter de montrer, avec quelques exemples récents, combien cette nécessaire articulation est fragile et combien on assiste, sous des formes nouvelles et souvent inattendues, à des positions paradoxales ou même à une véritable régression des esprits.

Il faut rappeler que les courants de pensée laïque et féministe, de même que leurs combats, furent loin d'avancer d'un même pas.

De fait, si la laïcité, tant comme concept philosophique que comme modèle d'organisation de la société est très ancrée dans l'histoire française, le mouvement féministe s'est structuré en terres anglo-saxonne, là où la « sécularisation », comme ils disent, ne fut ni un élément moteur, ni un débat à l'ordre du jour.

Certes, les grandes voix des Lumières furent tout à la fois les promoteurs de la raison primant sur la foi et de l'égalité des sexes, mais les grandes figures laïques du XIXe siècle, essentiellement sinon exclusivement masculines, témoignèrent d'une surdité totale aux

aspirations égalitaires des femmes et furent même, parfois durablement, aux avant postes – et aux arrière gardes - du machisme politique.

Malgré son exemplarité indéniable en matière de laïcité, la société française a continué à avoir un rapport ambigu avec un ordre moral aux relents clairement religieux et l'inégalité des sexes a été jusqu' à très récemment, profondément enkystée à bien des égards. Pour ne citer que quelques exemples :

- en matière de citoyenneté et de droit de vote, la France s'est montrée particulièrement conservatrice.
- Le statut personnel peinant à évoluer depuis le code Napoléon / Cambacères, il a fallu attendre la fin des années soixante pour que les femmes aient une autonomie professionnelle et financière. et ce n'est qu'en 1970 que la puissance paternelle est remplacée par l'autorité parentale partagée.
- C'est dans ces années 70 que l'émergence du mouvement féministe en France a coïncidé avec celle de revendications de la société civile prétendant à un autre mode de militantisme que celui des luttes politiques classiques.
- Ce qui a été déterminant à cet égard a été le combat pour la contraception et l'IVG et les événements récents, au niveau de l'Union européenne et plus particulièrement en Espagne, nous ont prouvé qu'il pouvait malheureusement redevenir d'actualité.

C'est sans doute pourquoi bon nombre de féministes françaises de ma génération sont venues au militantisme laïque par le féminisme et non l'inverse.

Dans le même temps, la question de la laïcité ne se posait pas, ne se posait plus si elle s'était jamais posée, car aux yeux de tous, la loi de 1905 était, un cadrage parfaitement clair et suffisant pour que soit comprise et appliquée la célèbre maxime de Victor Hugo : « *l'état chez lui et l'Eglise chez elle* ».

La critique des Eglises – presque exclusivement catholiques alors-, faisait partie de notre quotidien et, pour provocantes, et iconoclastes qu'elles aient pu paraître, ne donnaient lieu à aucun cri d'orfraie ni poursuites judiciaires.

Il en va tout autrement aujourd'hui où l'on assiste à de nouvelles offensives où le renversement des valeurs et le brouillage des messages conduit à l'éclatement des solidarités féministes et laïques et résulté en des régressions aussi dangereuses qu'insidieuses car le plus souvent habillées de neuf.

Ce sont quelques uns de ces nouveaux habits de la réaction que je me propose d'évoquer en 2 thèmes : la marchandisation du corps féminin et la remise en cause de la laïcité.

Il n'est pas nouveau qu'en matière de doctrines que tout semble a priori éloigner, on assiste à une sainte alliance -si l'on ose dire-, des Eglises dès qu'il s'agit de s'opposer à la remise en cause d'un ordre social fondé sur la domination masculine.

Cela est vrai, même pour des chefs religieux réputés progressistes, comme le très médiatique pape François, qui dénonce les inégalités économiques mais ne change pas d'un iota son refus de toute évolution en matière de droits des femmes à maîtriser leur sexualité et leur fécondité. Cela est tout aussi vrai chez les autorités musulmanes dites modérées en matière de droits différentialistes. Cela est vrai de coalitions hétéroclites d'Etats s'opposant, dans les instances internationales, à toute déclaration commune dès lors que le religieux est interpellé et se voit récuser le droit d'absoudre, en son nom, des violations des droits humains.

Mais ces convergences de circonstance ont pris récemment un tour exacerbé avec la surenchère des franges les plus réactionnaires des catholiques, des musulmans et des nouveaux convertis

Manif pour tous, printemps français, « Association des Parents d'Elèves Courageux » ; au-delà de la vindicte homophobe et de l'hystérie de dénigrement de la lutte contre les stéréotypes sexistes, c'est sur l'origine des fonds qui financent cette machine de guerre logistique, technologique et de communication, qu'on peut s'interroger.

Trois figures ont symbolisé le relooking de cette sainte alliance :

- Frigide Barjot, égérie catho originale et efficace par son exposition médiatique et son personnage décalé, mais finalement écartée au profit d'une fondamentaliste plus solide dans ses orientations idéologiques :
- Ludovine de la Rochère, qui s'était bruyamment félicitée du [rejet](#) du [rapport Edite Estrela](#) au Parlement européen, mais n'hésite pas à proclamer devant les caméras, croix de bois croix de fer, son attachement à l'égalité.
- Farida Belghour, ancienne présidente de l'Union des Etudiants Communistes, ancienne leader antiraciste du Collectif de soutien à la Marche des beurs pour l'Egalité tenant tribunes aux côtés d'Alain Soral et de Christine Boutin pour pourfendre la prétendue "[Théorie du Genre](#)" et lancer l'opération [JRE](#) (Journée de Retrait de l'Ecole).

Mais, au-delà des alliances de la carpe et du lapin, c'est à une usurpation idéologique que l'on a pu assister avec la pratique d'une véritable antanaclase, ce procédé rhétorique qui consiste à s'accaparer la sémantique de l'adversaire pour mieux la détourner.

Ainsi la Manif pour tous, dont le rejet de l'autre est le seul ciment, a défilé avec des slogans tels que « *l'Humain n'est pas une marchandise* », « *non à l'exploitation de la femme* », « *non à la GPA* » (dont, soit dit en passant, l'interdiction n'est nullement remise en cause).

Or, ce prétendu refus de la marchandisation du corps, brandi pour la circonstance, n'a évidemment rien de féministe : il ne s'agit pas de défendre les droits des femmes ni de s'opposer à l'ordre marchand mais de rétablir l'ordre moral, d'essence forcément divine.

Là où la confusion ajoute à la confusion, c'est lorsqu' à l'inverse, des personnalités se revendiquant du féminisme, plaident pour la légalisation prétendument « régulée » ou « éthique » de la GPA. Ainsi, Caroline Fourest, que l'on a connu mieux inspirée, en appelle à la fois à l'égalité hétérosexuels /homosexuels et à la tradition immémoriale, selon elle, de la GPA puisque : « *la vierge Marie est la 1<sup>ère</sup> mère porteuse* ».

L'amalgame implicite entre PMA et la GPA, avancé tout à la fois par les intégristes de la manif pour tous et par des militantes comme Caroline Fourest bien que pour des raisons diamétralement opposées, est doublement pernicieuse puisque d'une part, elle met sur le même plan une technique médicale relevant de la santé publique et l'utilisation marchande d'un corps de femme, réduit à sa fonction de gestation, pour satisfaire la demande d'un couple acheteur ; d'autre part, elle pose une fausse similitude en matière d'inégalité entre la PMA, ouverte aux seuls couples hétérosexuels et la GPA, interdite pour tous, ce qui ne fait que brouiller le débat.

En matière d'esclavagisme de domestiques ou d'enfants, on connaissait déjà le refrain que c'était là leur chance de pouvoir survivre mais, pour les mères porteuses, les pro-GPA n'hésitent pas à ajouter que c'est la liberté de toute femme de louer ou de vendre son corps. Cette acrobatie argumentaire fait naturellement l'impasse sur le fossé entre la situation économique des mères porteuses et celle de leurs commanditaires et sur le rapport d'exploitation intolérable qui est au cœur de la transaction.

Quoi d'étonnant, dès lors, à ce que cette conception du corps humain comme bien meuble, dont la propriétaire ne demande qu'à disposer, soit également convoquée pour légitimer l'achat d'actes sexuel et tenter de discréditer la position abolitionniste de la France et des mouvements féministes en matière de prostitution?

A partir du moment où est récusé le principe même qui a fait qualifier le viol de crime passible des Assises, à savoir que l'intégrité du corps est inaliénable, on peut s'interroger sur les limites à cette libéralisation marchande : pourquoi ne pas légaliser la vente d'organes ? Le miséreux est aussi libre de vendre un rein que la miséreuse de louer son sexe, sa bouche ou son ventre.

Au nom d'une conception dévoyée de la liberté sexuelle et du « mon corps m'appartient » revendications féministes des années 70, des personnalités, par ailleurs laïques convaincues,

se joignent au chœur hétéroclite des néo libéraux, d'une partie de la gauche radicale, des LGBT, du lobby prostitueur et des clients de tous bords pour légitimer la prostitution comme étant un droit fondamental ou un métier comme un autre.

L'autre volet que je veux évoquer concerne les nouveaux défis posés à nos convictions laïques et féministes par l'offensive de ce que les Canadiens appellent les « accommodements raisonnables », c'est à dire la prise en compte de revendications communautaristes de plus de plus en plus exorbitantes.

La logique à l'œuvre n'est d'ailleurs pas éloignée de celles qui précèdent et met souvent en scène les mêmes protagonistes qui s'agrègent, de façon circonstancielle, aux féministes dites islamiques. Accusant le mouvement féministe français de perpétuer une idéologie néo colonialiste, elles érigent, elles aussi, le « c'est mon choix » et « c'est ma foi » au rang d'intérêt supérieur quelle que soit la violence que ce choix individuel puisse imposer à d'autres et quelque contradictoire qu'il soit avec des libertés collectives.

On retrouve aussi le procédé de l'usurpation sémantique : la liberté absolue de conscience est travestie en « clause de conscience » par des maires refusant de célébrer des mariages homos et par des intégristes chrétiens refusant de pratiquer des IVG. La laïcité, retricotée en simple liberté de croyance, est invoquée par ceux et celles là mêmes qui en bafouent les principes, se posant, en outre, bruyamment en victimes, tant cette victimisation est devenue aujourd'hui une arme politique pour se soustraire à l'égalité des droits : affaire Baby loup, revendications d'accompagnatrices de sorties scolaires voilées, collectif pour l'abrogation de la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux ostensibles à l'école, procédures engagées contre l'état français suite à la loi interdisant le voile intégral dans l'espace public, etc.

On ne peut se réclamer du féminisme, de la gauche ou de la laïcité lorsqu'on soutient, même passivement ce que Chadort Djavann, l'écrivaine d'origine iranienne, appelait déjà, il y a une dizaine d'années, « le fascisme vert », comparant le voile islamique à « l'étoile jaune de la condition féminine ».

Or, face à ces offensives, on ne peut que constater la faiblesse de la réponse de l'autorité publique. Par déficit de conviction, par cécité ou par clientélisme électoraliste -qui s'avère d'ailleurs souvent illusoire- les réponses à des exigences communautaristes de plus en plus agressives et disproportionnées sont plus souvent des renoncements que des débats. C'est par exemple ainsi qu'à peine un Observatoire de la Laïcité vient-il d'être mis en place pour faire un état des lieux qu'on peut espérer sans concession, que son président annonce par voie de presse que « *la France n'a pas de problème avec sa laïcité* ».

Comment s'étonner, dès lors, de la déclinaison la plus préoccupante de cette dérive de la laïcité, à savoir la récupération et le détournement du discours laïc par l'extrême droite. Le problème est que cette captation est largement la conséquence de la démission précitée. Et que là où prévalent le déni des problèmes ou la méthode Coué, la réalité revient en boomerang.

Dès lors que, tétanisés par la crainte de passer pour islamophobes, xénophobes, racistes, les laïques s'autocensurent et abandonnent le combat des mots et des idées, ils laissent le champ libre à l'extrême droite qui reste seule à s'emparer de thèmes qui mériteraient un véritable débat : l'infériorisation des femmes, « complémentaires » de l'homme et non égale à lui, ségrégation dans des lieux publics, par sexe, par communautés, par interdits alimentaires, etc.

Alors que nombre de femmes luttent pour leurs libertés dans les sociétés musulmanes, la gauche compassionnelle et bien-pensante défendait sur le sol français la cause de militantes obscurantistes.

Il est clair que le discours du FN est instrumentalisé au service d'une idéologie discriminante et réactionnaire où seul l'islam est l'objet d'attaques alors que les autres intégrismes, chrétiens notamment, sont exonérés de leurs propres débordements, de leurs propres troubles à l'ordre public (tels les commandos anti avortement qui œuvrent en toute impunité) de leur détestation de la liberté sexuelle et reproductive des femmes ; mais, en l'absence de parole alternative, son discours se légitime inéluctablement.

Il est périlleux de laisser le FN disposer du seul discours audible. Il est urgent de convaincre que la laïcité est le meilleur garant de sa propre liberté car elle crée les conditions du respect de la liberté des autres et que là où le communautarisme ne crée qu'une identité de la ségrégation et du rejet, l'idéal laïc, se propose de construire une identité de rassemblement. Sans laïcité, pas de possibilité de s'émanciper du déterminisme du clan, du groupe, pour qui la coutume et la loi divine doivent s'imposer. Ceci est particulièrement vrai quand il s'agit de la défense des droits des femmes, de leur intégrité physique et morale, de l'affirmation de leur dignité.

Alors, ne baissons pas la garde. Avec lucidité et détermination, continuons de nous battre pour la laïcité et pour l'égalité car elles sont, comme la République : une et indivisible.